

## CRÉATION - REPRISE D'ENTREPRISE : DE NOUVEAUX ACTEURS

**A**près avoir connu une période de baisse depuis 1995, les "créations-reprises" viennent de retrouver, en 1999, leur niveau de 1997. De 233 000 en 1994, elles étaient passées à 225 000 en 1995, à 218 000 en 1996, puis à 213 000 en 1997. Elles baissent encore légèrement à 211 000 en 1998. Une "chute" qui varie selon les secteurs. Au total, entre 1994 (point haut) et 1998, la baisse est d'environ 10 %.

Pour le seul *commerce*, elle est de 14 000 (-19 %). C'est le secteur où il y a le plus de "créations-reprises", avec 30 % du total ; cette baisse se poursuit également en 1999, contrairement à la tendance générale. Dans le commerce de gros et les intermédiaires, les "créations-reprises" passent de 23 900 en 1994 à 18 300 en 1999, soit une baisse de 5 600 (-23 %) ; dans le commerce de détail sur éventaires et marchés, elles passent de 11 900 à 8 900, soit une baisse de 3 000 et de 25 % (et de nouveau une baisse de 1 000 en 1999).

Dans *l'industrie* (y compris les industries agricoles et alimentaires), le niveau de 1994 (22 200), est suivi d'une baisse continue pour atteindre 18 000 en 1998 (-19 %, comme dans le commerce) ; la baisse se poursuit en 1999.

Dans les *transports*, la baisse est également forte (- 7% en quatre ans).

Dans la *construction*, la baisse est continue. L'année 1998 compte 2 000 "créations-reprises" de moins que 1994 (27 000) et la baisse est de 8 %. Il en va de même dans les *services aux particuliers* (40 300 en 1994 et 38 300 en 1998, - 5 %).

Mais dans les *services aux entreprises*, le nombre de "créations-reprises" en 1998 a rattrapé le niveau de 1994 (38 200). Les *activités immobilières* retrouvent, en 1998, leur niveau de 1994 (6 500). Dans le secteur "autres", qui regroupe diverses activités à caractère social (éducation, santé, action sociale), les "créations-reprises" sont au nombre de 15 700 en 1994 et restent à ce niveau jusqu'en 1998.

Il faut s'interroger non seulement sur les causes de cette évolution, mais aussi sur sa signification et sur ses conséquences à échéance de trois à cinq ans : l'important, en effet, n'est pas le nombre de "créations-reprises" enregistrées une année, mais le nombre de ces "créations-reprises" pérennes sur un laps de temps de trois à cinq ans et le nombre d'emplois qu'elles ont engendré.

L'évolution des "créations-reprises" dépend à la fois de la conjoncture générale, plus particulièrement de l'évolution du chômage, des évolutions propres à chaque secteur et, enfin, des mesures prises en faveur de la création (Aide aux Chômeurs Créateurs Repreneurs d'Entreprise, ACCRE, par exemple).

*Cet article traite des créations d'entreprises, qu'elles soient ex-nihilo ou sous forme de reprise. Il n'examine pas « les réactivations » : les conditions d'enregistrement de ces mouvements sont plus floues, les logiques d'évolutions ne sont pas les mêmes que celles des « créations-reprises ».*

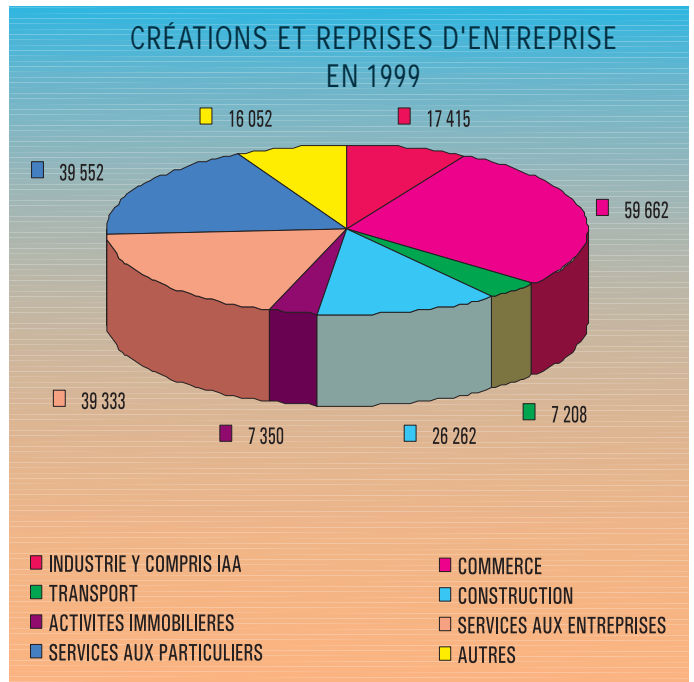
De fait, les restrictions imposées à l'ACCRE ont fait chuter de 54% en un an le nombre de bénéficiaires : en 1995, 88 000 chômeurs ont bénéficié de l'ACCRE et 41 000 seulement en 1996. Ce déficit est pourtant très supérieur à la baisse constatée au niveau de l'ensemble des " créations reprises " la même année (- 8 000). La diminution, en 1996, du nombre de " créations-reprises " est six fois moindre que celle des bénéficiaires de l'ACCRE. On constate que, bien que ne pouvant plus bénéficier de l'ACCRE, un grand nombre de chômeurs ont cependant créé ou repris une entreprise en 1996. Le bénéfice d'une aide est donc loin d'avoir été l'une des premières motivations des chômeurs " créateurs-repreneurs " aidés. En 1997, les bénéficiaires de l'ACCRE ne sont plus que 35 000 et en 1998, 38 500.

## UNE AMORCE DE REDRESSEMENT EN 1999

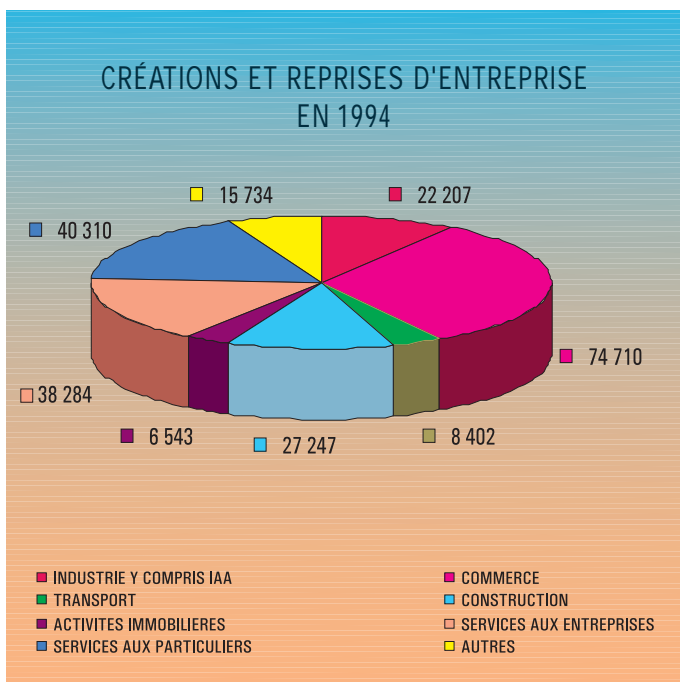
Pour la première fois depuis quatre ans, les « créations-reprises » sont en légère progression : un peu plus de 2 000. Les 213 000 « créations-reprises » permettent de créer ou de sauver 455 000 emplois salariés et non salariés.

Les activités qui ont nettement progressé en 1999 par rapport à 1998 sont : la construction (+ 1 300), les services aux particuliers (+ 1 200) et les services aux entreprises (+ 1 100). Dans l'éducation, la santé et l'action sociale, il y a une légère progression (+ 100) et enfin, dans les activités immobilières, les « créations-reprises » progressent de 700. Le commerce est toujours en tête pour le nombre total de « créations-reprises » (28 % de l'ensemble), mais ce nombre continue à diminuer (- 1 000). Dans l'industrie (y compris les industries agricoles et alimentaires), le mouvement de baisse se poursuit (- 700) ; il en va de même dans les transports (- 600).

Au total, entre 1994 et 1999, dans trois secteurs (industrie, commerce, transports), les « créations-reprises » n'ont cessé de décliner, passant de 105 300 en 1994 à 84 300 en 1999 ; dans les autres secteurs (construction, activités immobilières, services aux entreprises et aux particuliers, enseignement, santé et action sociale), les « créations-reprises » ont, en 1999, rattrapé leur niveau de 1994 (128 000), de sorte que leur part est de plus en plus importante : 60 % des « créations-reprises » en 1999 contre 55 % en 1994.



Source : INSEE (Fichier SIRENE)



Source : INSEE (Fichier SIRENE)

Pendant l'année 1999, le mois de mai a constitué un point bas pour le nombre de « créations-reprises », puis l'on a assisté à une forte augmentation au cours des cinq mois suivants ; en revanche, au cours des trois derniers mois de l'année, le nombre de « créations-reprises » a diminué.

La remontée des « créations-reprises » en 1999 apparaît comme très tardive par rapport à la reprise économique générale, qui s'est amorcée dès 1997 et s'est affirmée en 1998 puis 1999. La question se pose de savoir si cette reprise ne s'est pas effectuée dans des conditions telles que les très petites entreprises n'ont pu, dans un premier temps, en profiter pleinement. Tout d'abord, la reprise s'est appuyée sur les exportations, domaine privilégié des grandes entreprises, notamment de l'industrie ; ce n'est qu'à partir de 1998 que la croissance a été tirée par la demande intérieure. Il faut noter également que dans le bâtiment, la reprise ne s'est amorcée qu'en 1999.

## QUI SONT LES CRÉATEURS-REPRENEURS D'ENTREPRISE ?

En se livrant à des estimations très approximatives à partir des statistiques sur les « créations-reprises » d'une part, et les résultats des enquêtes SINE94 et SINE98 (système d'information sur les nouvelles entreprises) de l'autre, on peut cerner à grands traits les principales évolutions des types de « créateurs-repreneurs » entre 1994 et 1998.

NOMBRE DE « CRÉATIONS-REPRISES »			
SELON LA SITUATION ANTERIEURE DU CRÉATEUR			
Libellés	1994	1998	1994-1998
Chômeurs de moins d'un an	58 000	36 000	- 22 000
Chômeurs de plus d'un an	35 000	32 000	- 3 000
Chômeurs	93 000	68 000	- 25 000
En activité	96 000	105 000	+ 9 000
Sans activité	30 000	30 000	
Autres	14 000	8 000	- 6 000
Total	233 000	211 000	- 22 000

Les « créations-reprises » par des chômeurs diminuent de 25 000 (-27%) en quatre ans. Cela est surtout le fait des chômeurs de moins d'un an (-22 000, soit -38%). Les « créations-reprises » par des chômeurs de plus d'un an ne diminuent que de 3 000 (-9%). Dans le même temps, le nombre de « créations-reprises » aidées diminue de 36 000, ce qui doit en partie expliquer la baisse des créations par des chômeurs de moins d'un an. Par ailleurs, l'évolution de l'emploi est très favorable en 1998, ce qui explique probablement que moins de chômeurs se tournent vers la création d'entreprises.

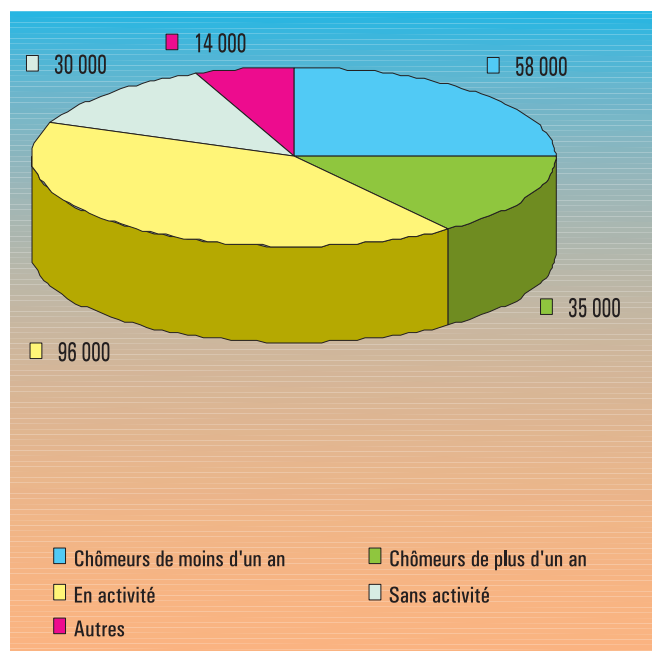
Les « créations-reprises » effectuées par des personnes en activité progressent de 9 000 durant ces quatre années. Cette évolution est remarquable dans un contexte de baisse généralisée des « créations-reprises ». Le taux de survie à trois ans de ces « créations-reprises » s'établit à 66% contre 59% pour l'ensemble des « créations-reprises ». Les personnes en activité qui décident de créer leur propre entreprise ont sans doute une démarche plus délibérée et plus motivée, car elles n'agissent pas sous la contrainte de retrouver un emploi.

Si, au total, les « créations-reprises » sont en baisse en 1998 (et en 1999) par rapport à 1994, leur contenu, en termes d'activité et de profils de créateurs, est différent, et l'on peut espérer que les entreprises créées récemment aient une pérennité plus grande.

Philippe TROGAN

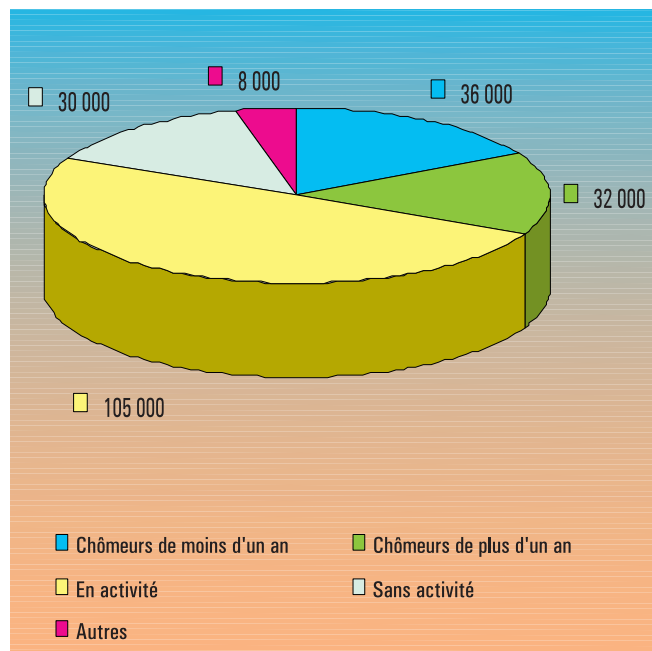
Observatoire des activités commerciales, artisanales et de services

SITUATION ANTERIEURE DES  
CRÉATEURS-REPRENEURS EN 1994

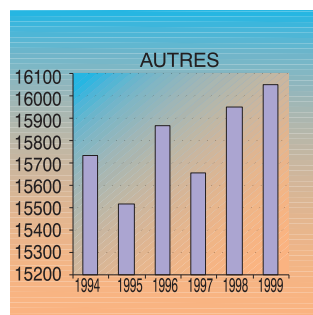
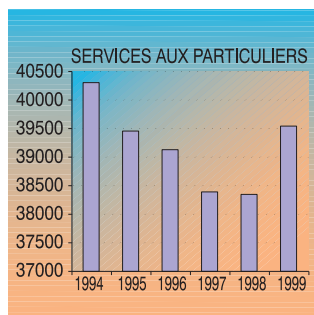
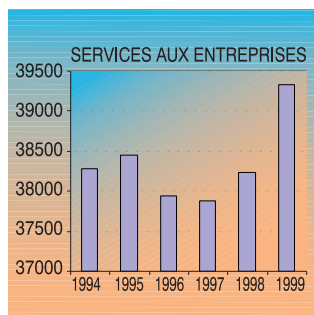
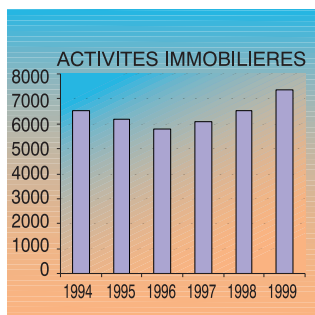
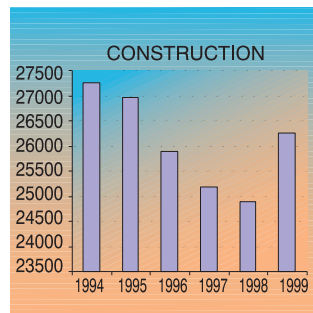
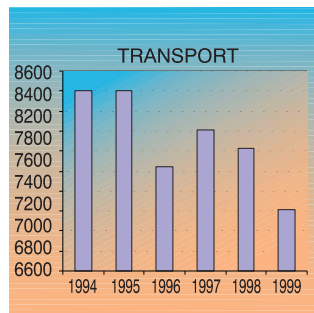
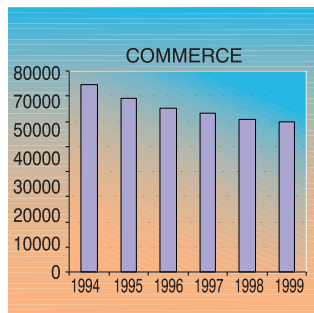
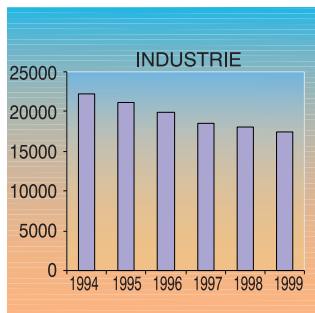


Source : INSEE (Enquête SINE)

SITUATION ANTERIEURE DES  
CRÉATEURS-REPRENEURS EN 1998



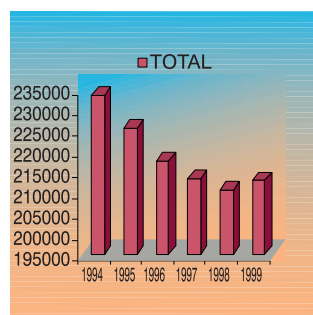
Source : INSEE (Enquête SINE)



## CRÉATIONS ET REPRISES D'ENTREPRISE

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
<b>INDUSTRIE Y COMPRIS IAA</b>						
CRÉATION	16 065	15 486	14 157	13 071	12 678	12 477
REPRISE	6 142	5 681	5 827	5 516	5 406	4 938
<b>TOTAL</b>	<b>22 207</b>	<b>21 167</b>	<b>19 984</b>	<b>18 587</b>	<b>18 084</b>	<b>17 415</b>
<b>COMMERCE</b>						
CRÉATION	57 612	53 864	50 499	48 462	46 709	46 230
REPRISE	17 098	15 437	14 920	14 974	14 077	13 432
<b>TOTAL</b>	<b>74 710</b>	<b>69 301</b>	<b>65 419</b>	<b>63 436</b>	<b>60 786</b>	<b>59 662</b>
<b>TRANSPORT</b>						
CRÉATION	7 562	7 548	6 845	7 114	6 947	6 442
REPRISE	840	851	794	903	883	766
<b>TOTAL</b>	<b>8 402</b>	<b>8 399</b>	<b>7 639</b>	<b>8 017</b>	<b>7 830</b>	<b>7 208</b>
<b>CONSTRUCTION</b>						
CRÉATION	23 604	23 752	22 599	21 790	21 667	23 377
REPRISE	3 643	3 223	3 285	3 397	3 230	2 885
<b>TOTAL</b>	<b>27 247</b>	<b>26 975</b>	<b>25 884</b>	<b>25 187</b>	<b>24 897</b>	<b>26 262</b>
<b>ACTIVITES IMMOBILIÈRES</b>						
CRÉATION	6 200	5 882	5 506	5 740	6 231	7 093
REPRISE	343	310	296	328	314	257
<b>TOTAL</b>	<b>6 543</b>	<b>6 192</b>	<b>5 802</b>	<b>6 068</b>	<b>6 545</b>	<b>7 350</b>
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>						
CRÉATION	36 687	36 860	36 421	36 193	36 684	37 835
REPRISE	1 597	1 594	1 521	1 691	1 555	1 498
<b>TOTAL</b>	<b>38 284</b>	<b>38 454</b>	<b>37 942</b>	<b>37 884</b>	<b>38 239</b>	<b>39 333</b>
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>						
CRÉATION	22 008	21 529	21 203	20 202	20 552	21 229
REPRISE	18 302	17 933	17 934	18 200	17 787	18 323
<b>TOTAL</b>	<b>40 310</b>	<b>39 462</b>	<b>39 137</b>	<b>38 402</b>	<b>38 339</b>	<b>39 552</b>
<b>AUTRES : enseignement, santé, action sociale</b>						
CRÉATION	14 026	14 002	14 398	14 278	14 723	14 991
REPRISE	1 708	1 516	1 466	1 376	1 228	1 061
<b>TOTAL</b>	<b>15 734</b>	<b>15 518</b>	<b>15 864</b>	<b>15 654</b>	<b>15 951</b>	<b>16 052</b>
<b>TOTAL</b>						
CRÉATION	183 764	178 923	171 628	166 850	166 191	169 674
REPRISE	49 673	46 545	46 043	46 385	44 480	43 160
<b>TOTAL</b>	<b>233 437</b>	<b>225 468</b>	<b>217 671</b>	<b>213 235</b>	<b>210 671</b>	<b>212 834</b>

Source : INSEE (Fichier SIRENE)



4

Entreprises en Bref, lettre trimestrielle de la Direction des Entreprises commerciales, artisanales et de services. Directeur de la publication : Patrice Vermeulen. Rédactrice en chef : Claire Lefebvre. Conception graphique : Gilles Deketelaere. ISSN 0183-0988 Commission paritaire en cours. Impression : Sager Direction des Entreprises commerciales, artisanales et de services. Cellule Communication : 3-5, rue Barbet de Jouy - 75353 - Paris 07 SP. Tél. : 01.43.19.36.82 ou Philippe Trogan : 01.43.19.41.95 - Télécopie : 01 43.19.36.52 <http://www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr>